

Interview

Bilan à mi-parcours de Driss El Yazami

A mi-chemin de son mandat, Driss El Yazami, président du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Étranger (CCME), dresse un premier bilan de l'activité de l'instance qu'il préside et livre les grandes orientations des prochains mois qui précéderont la plénière. Des satisfactions certes mais aussi des faiblesses sur certains aspects de la vie relative aux communautés marocaines installées à l'étranger. Entretien.



■■■■ Driss El Yazami, président du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Étranger

Amale Daoud

Vous évoquez à maintes reprises le souhait de contribuer à changer l'image du MRE. Avez-vous réussi à le faire?

C'est à vous et aux autres observateurs d'évaluer les résultats de notre action dans ce domaine comme dans d'autres. Ce que je peux vous dire, c'est que nous avons depuis le départ insisté sur la nécessité pour le Maroc de prendre conscience des mutations de l'émigration marocaine et de la diversité de ses attentes. Comme nous avons essayé de contribuer

à faire changer les perceptions parfois fausses que trop d'émigrés ont de notre pays. A cet égard, je pense sincèrement que l'action conjuguée du ministre délégué comme la nôtre, chacun à partir de ses prérogatives, a insufflé une nouvelle dynamique dans les relations entre le Maroc et son émigration. Des phénomènes aussi importants que la féminisation de l'émigration, l'émergence des nouvelles générations, le vieillissement des premières générations, la problématique de la mobilisation des compétences, du culte, des langues, ... et surtout la double dynamique de l'enracinement de cette émigration et du maintien des liens avec la terre d'origine ont progressivement intégré le débat national et les politiques publiques marocaines. En parallèle, les divers réseaux d'émigrés avec les-

quelles nous travaillons prennent conscience des immenses chantiers entamés par le Maroc et des multiples défis qui nous attendent. Ce qui élargit les possibilités de leur participation à tous ces chantiers.

Vous avez organisé plusieurs rencontres autour de thèmes centraux relatifs à l'immigration. Pensez-vous, au moins par rapport à certains sujets, que l'on doit davantage agir dans les pays d'accueil ou plutôt au niveau des politiques publiques marocaines?

Ces rencontres, qui portent comme vous l'avez noté sur des problématiques diversifiées ont, outre l'objectif de contribuer à changer les perceptions, deux buts supplémentaires : faire vivre l'idée que le CCME doit être

un réseau de réseaux et associer le maximum d'acteurs à notre réflexion en vue d'élaborer nos avis consultatifs qui seront soumis à notre prochaine plénière. Nous sommes par essence une institution nationale qui doit privilégier l'amélioration significative de l'action des autorités marocaines. Et une des dimensions de notre rôle est d'attirer l'attention de ces autorités sur d'éventuelles atteintes aux droits fondamentaux des citoyens marocains de l'étranger et de demander au gouvernement de soulever ces questions dans le cadre des relations bilatérales ou multilatérales, avec l'Union européenne par exemple. Mais il faut aussi se rendre compte que de nombreux problèmes doivent être adressés dans les pays de résidence eux-mêmes par l'action organisée et citoyenne des Marocains de chaque pays. C'est là le rôle des associations communautaires qui doivent agir en lien avec les forces démocratiques des pays de résidence, contre les discriminations par exemple. C'est ce que de nombreuses associations et individualités font d'ailleurs depuis longtemps, mais on peut penser qu'il faut amplifier et renforcer cette action citoyenne, d'autant plus que « nos » émigrés sont de

ceux du monde, organisé en partenariat avec le département de M. Mohamed Ameer, est de franchir un nouveau palier, en permettant à des centaines de jeunes, du Maroc même et de l'émigration, de se découvrir, d'échanger et, peut être, de nouer des partenariats. Nous travaillerons dans trois espaces thématiques : entreprendre ; s'engager et créer. Comme d'habitude, nous avons veillé à associer la réflexion académique et la participation active des concernés eux-mêmes.

Vous venez de réaliser une étude sur les jeunes avec BVA. Sont-ils attachés au pays de leurs origines? Comment pensez-vous, concrètement, les inciter à ne pas perdre totalement cette culture?

Ce sondage doit être pris pour ce qu'il est : le reflet de ce que déclarent les sondés à un moment. Ceci étant, considérant la taille de l'échantillon (plus de 2500 personnes) et le nombre des pays inclus, au nombre de six, les résultats sont très riches et confirment le constat fait depuis longtemps : la force du lien affectif au pays qui se maintient alors même que l'on s'enracine. Mais le défi, comme vous le soulignez, est de

« Nous avons avancé dans le processus d'élaboration de nos avis consultatifs et dans la rédaction de notre premier rapport stratégique »

Driss El Yazami

plus en plus des nationaux des pays de résidence. Notre rôle à cet égard est de respecter strictement leur autonomie, tout en travaillant avec elles sur des bases de contractualisation et de respect mutuel.

Vous réunissez des centaines de jeunes fin juillet. C'est pour vous une façon de vous rapprocher des nouvelles générations?

Nos avons essayé depuis le départ de veiller à cette dimension stratégique. D'abord par la mise sur pied d'un groupe de travail des membres du Conseil intitulé justement : « approche genre et nouvelles générations », l'idée étant de veiller à la question des femmes, des jeunes et des premières générations dans chacune de nos activités. L'objectif avec ce premier forum des jeunes maro-

maintenir et de renforcer le lien. Autrement dit, le faire changer de nature pour qu'il ne manifeste plus simplement par un retour périodique lors des vacances, mais qu'il devienne un atout pour l'intérêt des communautés et du Maroc. Il y a à cet égard au moins quatre conditions : faire connaître plus le Maroc en mouvement en multipliant les occasions de le faire découvrir par les nouvelles générations ; parler vrai, sans langue de bois, sans cacher ni les difficultés ni les défis ; élargir les possibilités d'intégration de ces jeunes dans des projets au Maroc et, enfin, amplifier de manière significative l'offre culturelle marocaine dans les pays de résidence. Il y a dans les projets d'avis quelques suggestions à cet égard et nos initiatives, comme par exemple lors du Salon internatio-

nal du livre ou le dernier colloque sur l'enseignement des langues, illustrent des types d'action qui peuvent être menés.

Vous entamez votre troisième année d'existence. Je suppose que vous avez déjà dressé un bilan? En êtes-vous satisfait? Quelles sont vos actions prioritaires cette prochaine année?

Nous sommes exactement à mi-chemin puisque c'est en juin 2008 que nous avons tenu notre première plénière. Et nous avons effectivement établi un bilan qualitatif de notre action, en vue de dresser une feuille de route pour la deuxième moitié de notre mandat. En un peu plus de deux années, nous avons, me semble-t-il, contribué à dynamiser le débat public national sur l'émigration, intégré directement dans nos activités quelques milliers de personnes actives au sein de l'émigration et mis en débat plusieurs problématiques nouvelles. Sur le plan interne, naturellement moins visible, nous avons avancé dans le processus d'élaboration de nos avis consultatifs et dans la rédaction de notre premier rapport stratégique puisque nous sommes aussi une institution de prospective.

Nous avons organisé ou aidé à l'organisation de très nombreuses activités dans les pays de résidence, mais nous restons insatisfaits sur ce plan. Je pense que nous devons être plus présents au sein même des communautés, malgré les difficultés objectives que constituent l'expansion démographique et la dispersion géographique des populations. De même, et malgré nos initiatives dans ce domaine, nous devons renforcer l'effort de connaissance scientifique des populations émigrées. Ces deux points figureront parmi nos priorités dans les mois à venir. Nous pensons par exemple que Marrakech III, la rencontre annuelle des Marocaines d'ici et d'ailleurs, doit se tenir dans les pays de résidence. Nous y travaillons comme d'ailleurs nous avons commencé à préparer le prochain salon du livre. Et d'ici la fin de l'année, il y aura d'autres initiatives comme par exemple l'ouverture de chaires d'enseignement et de recherche en partenariat avec des universités européennes, une rencontre sur les transferts, une autre sur l'action associative et le développement ou une belle exposition dans le cadre de la première foire d'art de Marrakech. ■